

Unité départementale des Côtes-d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 Plerin

Plérin, le 28/11/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/11/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### COOPERL ARC ATLANTIQUE

1 Rue de la Gare  
22640 Plestan

Références : 2024.353 - Recommandé n° 1A 215 042 4010 5  
Code AIOT : 0005500061

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/11/2024 dans l'établissement COOPERL ARC ATLANTIQUE implanté ZI DE GRACES 20 RUE DE KERBOST 22200 Grâces. L'inspection a été annoncée le 12/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection réalisée le 5 novembre 2024 dans l'établissement COOPERL, situé sur la commune de Grâces, s'est déroulée dans un double contexte.

D'une part, elle a permis de contrôler les actions réalisées par l'exploitant pour répondre aux prescriptions de l'arrêté de mesure d'urgence du 21 décembre 2023, signé suite à un départ de feu au niveau du moteur de l'élévateur, et pour maîtriser, au quotidien, les risques liés à son activité de stockage de grains.

D'autre part, elle a permis d'échanger sur le contenu de l'étude de dangers en vigueur et de faire le point sur les projets envisagés à court terme sur ce site.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COOPERL ARC ATLANTIQUE
- ZI DE GRACES 20 RUE DE KERBOST 22200 Grâces
- Code AIOT : 0005500061
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Anciennement exploitée par la société LEMEE, le site de stockage de céréales situé sur la commune de Grâces est désormais exploité par la société COOPERL Arc Atlantique. Cette installation est constituée principalement de 4 silos de 1500 tonnes, 23 cellules contenues dans un silo vertical de type « Palplanches » et d'un silo plat positionné dans l'ancienne usine d'aliment pour bétail dont l'activité a été stoppée depuis 2010. Actuellement le site est autorisé sous la rubrique ICPE n° 2160-2a pour une capacité globale des silos verticaux de 18 627 m<sup>3</sup> et est déclarée sous la rubrique ICPE n° 2160-1a (silo plat) pour une capacité d'environ 10 051 m<sup>3</sup>.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à sanction

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	3 mois
2	Documents de l'installation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Demande d'action corrective	3 mois
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 30/05/1984, article 34	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de protection	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesure de protection	Arrêté Préfectoral du 30/05/1984, article 30	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesure de	Arrêté Préfectoral du 30/05/1984, article 36	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	protection			
10	Etude de dangers - Vieillissement des installations	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
12	Etude de dangers - rétention des eaux incendie	Autre du 05/05/2019, article 8.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesure de protection	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Sans objet
7	Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesure de protection	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14	Sans objet
8	Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesure de protection	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Sans objet
11	Protection des locaux administratifs	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 7	Sans objet
13	Poussières	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement de stockage de grains, actuellement exploité par COOPERL sur la commune de Grâces, est un site vieillissant.

Depuis son rachat en 2022, COOPERL investit afin d'améliorer sa connaissance de l'état des installations et mettre en conformité les équipements en place.

En particulier, l'inspection du 5 novembre 2024 a permis d'identifier qu'il était nécessaire d'équiper le site d'une réserve d'eau pour lutter contre un incendie, de mieux connaître la construction effective des cellules palplanches afin de vérifier leur indépendance et de veiller au maintien en condition opérationnelle des dispositifs de protection des organes de transport du grain.

Ces constats justifient le fait que l'inspection propose à M. Le Préfet des Côtes d'Armor de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions réglementaires concernant, d'une part, la présence de dispositifs permettant de réduire l'apparition d'un incendie au niveau de ses installations et, d'autre part, la disponibilité en eau pour lutter contre un sinistre.

La visite du site a également permis de constater que l'étude de dangers existante, que ce soit dans sa version initiale de 2019 ou dans les compléments apportés en 2023, était très souvent décorrélée de l'existant et contenait de nombreuses lacunes, tant sur le plan administratif que sur le plan technique, en particulier en ce qui concerne la justification du dimensionnement de dispositif de sécurité (événement, paroi de découplage) et la description des phénomènes dangereux susceptibles de se produire.

Aujourd'hui, COOPERL envisage de réorganiser le site notamment en augmentant de façon significative sa capacité de stockage de grains en silos verticaux.

De ce fait, l'inspection a incité l'exploitant à entamer dès à présent les démarches nécessaires à l'autorisation de ces modifications.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Etat des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
<b>Constats :</b>  Le 05/11/2024, l'exploitant a indiqué que l'état des stocks de céréales pouvait être consulté à tout moment à partir d'un terminal informatique appartenant au groupe COOPERL, en interrogeant l'ERP AS400 spécialement conçu par le groupe. Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté l'extraction réalisée le 4 novembre 2024. Ce document indique, notamment, la nature des produits présents dans chacune des cellules

<p>présentes sur site, le tonnage effectivement stocké ainsi que le tonnage maximal pouvant être atteint.</p> <p>L'inspection constate que, à ce jour, l'exploitant ne dispose pas d'un inventaire des matières susceptibles de présenter un risque (insecticide...) ou d'aggraver un incendie (palettes, poussières, déchets, ...) également présentes sur le site.</p> <p>Le jour du contrôle, l'inspection a constaté que ce type de matières n'étaient présentes sur le site qu'en petites quantités.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Compte tenu du constat présenté ci-dessus, l'inspection demande à l'exploitant de compléter l'état des stocks de grains par un inventaire des matières dangereuses ou combustibles susceptibles d'être présentes sur le site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

## N° 2 : Documents de l'installation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plans</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-les plans, en particulier, pour les installations concernées :</li> <li>-les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques, mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des interrupteurs ou arrêts d'urgence prévus au point B de l'article 66 ainsi que des moyens de protection incendie ;</li> <li>[...]</li> </ul> <p>Les plans sont tenus à disposition, de façon facilement accessible, des services d'incendie et de secours.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a fourni :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des plans d'évacuation qui indiquent, pour chaque niveau de l'établissement (de la fosse d'évacuation au 6<sup>ème</sup> étage), le positionnement des sorties et escaliers, des extincteurs et des colonnes sèches ;</li> <li>- un plan « pompier » qui a été complété suite à l'échange ayant eu lieu le jour de l'inspection.</li> </ul> <p>Dans sa version modifiée, ce plan permet de situer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les locaux et cellules de stockage,</li> <li>• la présence de produits dangereux et de matières combustibles (type poussières de grains ou palettes de bois),</li> <li>• le point de rassemblement des personnels,</li> <li>• les colonnes sèches et l'emplacement envisagé pour une future réserve incendie de 120</li> </ul>

m<sup>3</sup>,

- le transformateur électrique et l'armoire électrique,
- l'emplacement d'une ancienne vanne de coupure de gaz. Suite à la visite menée dans le cadre de l'inspection, l'exploitant a vérifié que la coupure de gaz était effective (manomètre à zéro).

Ce plan positionne également :

- la clôture de l'établissement,
- l'emplacement de la future boîte « pompier »,
- l'emplacement du tampon « Eaux pluviales » sur lequel sera installé une vanne permettant de fermer le réseau,
- le cours d'eau coulant en contrebas du site
- la voie ferrée (de façon schématique).

Le 05/11/2024, l'inspection a constaté que :

- les plans d'évacuation étaient affichés en différents endroits de l'établissement ;
- le plan « pompier » est uniquement stocké au niveau du bureau.

Post contrôle, l'exploitant a informé l'inspection qu'une visite de site était programmée avec le SDIS22 afin de confirmer l'emplacement et le contenu de la boîte « pompier » ainsi que le positionnement de la réserve incendie. En cas de besoin, le plan « pompier » sera corrigé.

**L'inspection constate que l'exploitant dispose des éléments d'informations nécessaires à l'intervention du SDIS22 mais doit veiller à leur disponibilité effective, y compris en heures non ouvrées.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Compte tenu des éléments présentés ci-dessus, l'inspection demande à l'exploitant de lui confirmer la mise en place de la boîte « pompier » devant permettre de rendre facilement accessible les informations nécessaires à la lutte contre un sinistre, même en heures non ouvrées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/05/1984, article 34

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

L'établissement devra pouvoir disposer, à moins de 100 m de ses limites, d'un poteau d'incendie de diamètre de 100 conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 l/minute sous une pression dynamique de 1 bar.

En cas d'impossibilité matérielle, une réserve d'eau d'un volume minimum de 120 m<sup>3</sup> devra être créée. Une plateforme d'aspiration devra être aménagée. Son accès sera maintenu dégagé en permanence.

En outre, l'établissement devra être équipé de moyens de secours contre l'incendie comprenant

au moins :

- des extincteurs appropriés en nombre suffisant, disposés dans les différents locaux en fonction des risques encourus.
- d'une ou plusieurs colonnes sèches. La prise de chaque colonne devra être facilement accessible et signalée. Elle devra comporter un système de purge en partie basse. A chaque niveau accessible, des prises incendie de diamètre 45 à robinet devront être installées sur ces colonnes.

Ces matériels devront être maintenus en bon état et périodiquement vérifiés.

[...]

### **Constats :**

Les plans mis à disposition des services de secours (voir fiche n° 2 de ce rapport) indiquent la présence de deux colonnes sèches dans l'établissement COOPERL de Grâces. Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a fourni les rapports de contrôle de ces équipements, rédigés le 09/08/2024 par la société TLPI. Ces rapports indiquent que les colonnes sèches sont fonctionnelles mais notent en non-conformité que le positionnement du point d'eau susceptible de les alimenter se situe à plus de 60 m.

Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a également fourni un plan positionnant 3 poteaux incendie, positionnés entre 400 et 500 m de l'établissement COOPERL ainsi que le rapport de contrôle du poteau situé 9 route de Kerbost, réalisé en novembre 2021 par la société SUEZ, qui indique que, à cette date, celui-ci délivrait 60 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar.

L'inspection observe que l'étude de dangers datée de 2019 indique la présence d'au moins un poteau incendie à environ 100 m des locaux.

Le 05/11/2024, l'inspection a constaté que :

- le poteau incendie situé à proximité immédiate du site COOPERL n'était plus fonctionnel et que les autres poteaux incendie étaient positionnés à une distance ne respectant pas la prescription contrôlée ;
- l'établissement COOPERL était équipé de nombreux extincteurs ayant été contrôlés en juillet 2024 ;
- les prises des colonnes sèches étaient accessibles et indiquées ;
- les rapports de contrôle des colonnes sèches n'ont pas été signés par le prestataire chargé de la vérification.

Post inspection, l'exploitant a informé l'administration qu'il envisageait deux solutions pour remédier à cette non-conformité, soit remettre en état le poteau incendie situé à proximité de son site, soit mettre en place une réserve incendie de 120 m<sup>3</sup> sur un emplacement validé par le SDIS22.

### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Compte tenu du constat concernant l'absence de moyen en eau pour lutter contre un incendie, l'inspection demande à M. Le Préfet des Côtes d'Armor de mettre en demeure l'exploitant de mettre en place rapidement les moyens permettant de disposer d'un volume minimum de 120 m<sup>3</sup> d'eau pour lutter contre un incendie.**

Il est également rappelé à l'exploitant qu'il doit veiller à ce que ses prestataires signent effectivement leurs rapports de contrôle.



<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de protection

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques et courants vagabonds
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.</p> <p>Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.</p> <p>Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds [...]</p> <p>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;</li> <li>- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;</li> </ul> <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le 11/12/2023, un départ de feu s'est déclaré au niveau de l'un des élévateurs du site de la COOPERL, situé sur la commune de Grâces. A l'occasion du contrôle mené dans ce contexte, l'inspection a constaté que le certificat Q18 associé au contrôle des installations électriques mené par l'APAVE en avril 2023 indiquait que l'installation en place était « susceptible d'entraîner des risques d'incendie ou d'explosion ». De ce fait, un arrêté de mesure d'urgence a été signé le 21/12/2023 par le Préfet des Côtes d'Armor demandant à l'exploitant d'arrêter son exploitation et de faire réaliser les travaux de mise en conformité de ces installations électriques.</p> <p>En réponse, l'exploitant a fourni le rapport n° 220991-002-1 et le certificat Q18 associé, rédigés le 23/05/2024 par l'APAVE à l'issue des travaux effectués.</p> <p><b>L'inspection constate que, suite aux modifications apportées, l'installation électrique est alors considérée comme ne présentant plus de risque d'incendie ou d'explosion.</b></p> <p>Toutefois, quelques observations subsistent, notamment l'une préconisant « l'installation en complément d'un dispositif différentiel résiduel 300mA au niveau des circuits terminaux de la</p>

distribution électrique sans DDR ».

L'inspection observe que cette observation est également présente dans le rapport n° T230081515-001, rédigé par l'APAVE suite au contrôle des courants vagabonds, mené le 06/02/2024.

Le 05/11/2024, l'exploitant a indiqué que des travaux avaient été réalisés pour répondre aux observations des derniers rapports, chacun d'entre eux étant tracé dans le logiciel de GMAO. En séance, l'exploitant a présenté la note de calcul réalisée par l'APAVE, suite à son intervention du 13/08/2024.

**Il a également signalé qu'il était en désaccord avec son prestataire concernant l'obligation de mettre en place des différentiels 300 mA au niveau des moteurs des élévateurs.**

Il estime, en effet, que la pose de différentiels 300 mA à ces endroits occasionnerait de fréquentes coupures électriques dans la mesure où la technologie des moteurs en place nécessite, au démarrage, un courant environ 5 fois plus important qu'en fonctionnement normal.

Au cours de l'échange sur le sujet, l'inspection a fait remarquer que la pose de différentiel était aussi considérée comme nécessaire lorsqu'on se retrouvait dans des conditions susceptibles de favoriser un départ de feu, notamment du fait de présence de poussières. Or, le 05/11/2024, l'inspection a constaté la présence de poussières au niveau des différentes parties du moteur de l'élévateur utilisé pour la réception des grains.

**L'inspection a également constaté que, à chaque contrôle, seules les installations électriques de la partie active de l'usine sont vérifiées par l'organisme certifié.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Afin de s'assurer que la partie désaffectée de l'usine ne peut pas être à l'origine d'un sinistre, l'inspection demande à l'exploitant de lui fournir un document attestant de la consignation des éléments électriques de cette zone.

L'inspection demande également à l'exploitant de veiller à ce que les poussières présentes au niveau des moteurs des élévateurs n'atteignent aucun organe sensible ou d'étudier la possibilité de mettre en place un dispositif permettant de limiter le risque d'incendie généralisé en cas d'apparition d'un échauffement au niveau d'un moteur.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 5 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesure de protection**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/05/1984, article 30

**Thème(s) :** Risques accidentels, Mise à la terre

#### **Prescription contrôlée :**

Les appareils et masses métalliques (machines, manutention) exposés aux poussières, seront placés reliés entre eux par des liaisons équipotentielle et mis à la terre.

La valeur des résistances de terre sera périodiquement vérifiée et devra être conforme aux normes en vigueur. L'intervalle entre deux contrôles ne pourra excéder un an.

Les résultats seront consignés sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des

installations classées. [...]
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a fourni le rapport n° 134315580-001-2, rédigé par l'APAVE suite à la vérification de la valeur de la prise de terre et des liaisons équipotentielle dans les ICPE du site, menée le 15 octobre 2024.</p> <p>A la demande de l'exploitant, la conformité des liaisons équipotentielles n'a été menée que dans les zones ATEX de l'établissement, soit au niveau des élévateurs ES1, ES2 et ES10.</p> <p>Ce document indique que la prise de terre générale de l'usine est satisfaisante et que l'équipotentialité au niveau des 3 élévateurs n'est pas satisfaisante.</p> <p>Afin d'améliorer l'équipotentialité des élévateurs, en complément des dispositifs déjà existants, l'exploitant a rajouté des tresses d'équipotentialité et des raccords entre les différents éléments métalliques situés au pied des élévateurs.</p> <p><b>Le 05/11/2024, l'inspection a constaté leur présence sur les élévateurs ES1 et ES2.</b></p> <p>L'inspection observe que l'étude de dangers de 2019 mentionne également la présence de tresses équipotentielles au niveau des transporteurs à chaînes.</p> <p>Toutefois, le 05/11/2024, l'exploitant a indiqué que les transporteurs à chaînes actuellement en place ne disposaient pas de tresses d'équipotentialité.</p> <p><b>Dans la mesure où les transporteurs sont des éléments de manutention exposés aux poussières, l'inspection estime que l'exploitant n'est pas conforme à la prescription contrôlée.</b></p> <p><b>Pour cette raison, l'inspection propose à M. Le Préfet des Côtes d'Armor de mettre en demeure l'exploitant de mettre en place des liaisons équipotentielles sur les équipements métalliques susceptibles de se trouver exposés aux poussières.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 6 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesure de protection**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Foudre
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances</p> <p>[...]</p> <p>Le silo est efficacement protégé contre les risques liés [...] de la foudre.</p> <p>[...]</p>
<b>Constats :</b>

Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a fourni :

- le rapport de vérification initiale des travaux de protection contre la foudre, rédigé suite à la réalisation des travaux préconisés par l'étude foudre du 02/02/2021 par l'entreprise ART CAMP le 28/02/2022 ; ce document indique que l'installation mise en place par la société ART PROTECT est conforme ;
- le rapport de levée des observations et réserves, rédigé par la société ART PROTECT le 17/04/2022, suite à la vérification complète des dispositifs de protection contre la foudre ayant été réalisée par l'APAVE du 1<sup>er</sup> au 11/04/2023 et ayant donné lieu au rapport n° 23199276-1 ; en particulier, cette entreprise indique que les deux entreprises ART PROTECT et ART CAMP disposant de certificats Qualifoudre distincts peuvent être considérées comme indépendantes l'une de l'autre ;
- le rapport n° 24068899-1, rédigé par l'APAVE suite à la vérification visuelle des dispositifs de protection contre la foudre, réalisée entre le 28 juin et le 12 août 2024 ;
- la photo d'un panneau indiquant la nécessité de rester à 3 m en cas de temps orageux, permettant de répondre à l'observation notée dans le rapport mentionné ci-dessus ;

En complément, le 05/11/2024, l'inspection a constaté la présence de panneaux interdisant, par temps orageux, le fait de se tenir à moins de 3 m des descentes positionnées sur les paratonnerres et de travailler en hauteur.

**L'exploitant respecte la prescription contrôlée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesure de protection

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14

**Thème(s) :** Risques accidentels, Suivi de température des stockages

##### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement.

La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos.

Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement.

[...]

##### **Constats :**

Le 05/11/2024, l'exploitant a indiqué que la température des grains est l'un des paramètres de suivi de la qualité des matières commercialisées.

La température des grains est donc contrôlée :

- à la réception des matières, avant leur transfert dans les silos. Ces informations sont tracées dans l'ERP A400, utilisé notamment pour le suivi des stocks (voir fiche n° 1 de ce rapport) ;

- de façon quotidienne dans les cellules de 1500 tonnes et les cellules palplanches. La mesure est réalisée à l'aide de sondes verticales équipées de 8 capteurs positionnés régulièrement sur toute la hauteur du silo. Les valeurs sont enregistrées par un logiciel de thermométrie (ITG) qui permet une historisation des profils de température. Ces informations sont accessibles au niveau de la salle des commandes et dans le bureau du responsable d'exploitation ;
- de façon hebdomadaire dans le silo plat. Elle est mesurée manuellement, en différents points du tas et fait l'objet d'un enregistrement papier.

**L'inspection constate que l'exploitant vérifie la prescription contrôlée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 8 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesure de protection**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15

**Thème(s) :** Risques accidentels, Détection d'un incident - Aspiration

##### **Prescription contrôlée :**

Les filtres à manche sont protégés par des événements (sauf impossibilité technique), qui, dans la mesure du possible, débouchent sur l'extérieur.

Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.

Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.

Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.

##### **Constats :**

Le 05/11/2024, l'exploitant a indiqué à l'inspection que :

- l'établissement COOPERL de Grâces ne dispose pas de transporteurs à bande ;
- les transporteurs à chaîne sont équipés de dispositif de détection de bourrage et les élévateurs de dispositif de contrôle de rotation. Ces éléments doivent permettre de stopper le transfert de grains en cas de dysfonctionnement des équipements de manutention ;
- dans l'installation en place, ni les postes de chargement ou déchargement des matières, ni les transporteurs, ni les élévateurs ne sont équipés de système d'aspiration ;
- le seul équipement susceptible de rejeter de l'air chargé en poussières est le dispositif d'aspiration centralisée, installée en août 2023 pour réaliser le nettoyage de l'usine ; cet équipement dispose d'un filtre à manche.

L'inspection alerte l'exploitant sur le fait que l'étude de dangers de 2019, complétée en 2023, décrit une situation différente (p. 105 : conformité du silo plat : « les silos blé ont une aspiration sur transporteur et traitement par filtre à manche »). L'exploitant a pris note de cet écart et a indiqué

que, dans le projet de modification du site, il était effectivement envisagé de mettre en place des systèmes d'aspiration au niveau des postes correspondant aux principales émissions de poussières.

Lors du contrôle du 05/11/2024, l'inspection a effectivement constaté la présence d'un dispositif de vérification de rotation au niveau de l'élévateur utilisé à partir du poste de déchargement par camion et la présence d'un dispositif anti bourrage au niveau des transporteurs TS04 et TS04bis (sur ce dernier : présence d'une étiquette indiquant l'existence du dispositif sous un cache).

A la demande de l'inspection, un essai de fonctionnement du dispositif anti-bourrage du transporteur TS04 a été réalisé et a mis en évidence que le défaut de fonctionnement n'était pas identifié au niveau de la salle des commandes et n'arrêtait pas le transfert de grains.

Post inspection, par mail du 27/11/2024, l'exploitant a informé l'inspection que les travaux nécessaires à la remise en état du dispositif de contrôle de bourrage sur le transporteur TS04 avaient été réalisés le 18 novembre 2024 et que des contrôles réguliers sur ces dispositifs de sécurité étaient maintenant programmés par le service maintenance.

**Vu les éléments présentés par l'exploitant, l'inspection estime que celui-ci respecte la prescription contrôlée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 9 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesure de protection**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/05/1984, article 36

**Thème(s) :** Risques accidentels, Arrêt d'urgence

##### **Prescription contrôlée :**

Les installations seront équipées d'appareil de communication ou d'arrêt d'urgence permettant de signaler ou de prévoir rapidement tout incident soit automatiquement, soit par tout autre moyen défini par l'exploitant.

Ce dernier dressera une liste exhaustive des opérations à effectuer (arrêt des machines...) en fonction de la nature et de la localisation de l'incident. Il sera précisé si ces opérations sont effectuées automatiquement ou manuellement.

##### **Constats :**

Le 05/11/2024, l'inspection constate que plusieurs boutons d'arrêt d'urgence sont indiqués sur les plans d'évacuation affichés dans les locaux de l'usine ainsi que sur les murs.

Cependant, au cours de l'échange, l'inspection s'est rendu compte que d'autres boutons d'arrêt d'urgence existaient (notamment au niveau du tableau électrique de la salle des commandes) et que l'exploitant n'identifiait pas forcément ceux qui étaient indiqués sur les plans, car, à priori, moins accessibles ou situés sur des équipements moins stratégiques.

##### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Compte tenu du constat présenté ci-dessus, l'inspection demande à l'exploitant de n'indiquer sur ses plans d'évacuation que les boutons d'urgence qui seraient effectivement utilisables par ses

personnels et de veiller à leur formation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 10 : Etude de dangers - Vieillessement des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vieillessement des installations
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit disposer d'une étude de dangers au sens des articles L 512-1 du code de l'environnement et 3 du décret du 21 septembre 1977 susvisé.</p> <p>Cette étude doit préciser les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation.</p> <p>Cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique, l'intensité des effets et la gravité des conséquences des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite. Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents. En particulier, toutes les mesures prises pour l'application des dispositions prévues par les articles 6 à 15 inclus du présent arrêté, doivent être justifiées dans l'étude de dangers.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'établissement, objet de l'inspection du 05/11/2024, est décrit dans une étude de dangers, rédigée en mai 2019 alors que l'établissement était exploité par la société COOP de BROONS. Ce document a été en partie actualisé en 2023, suite à une inspection de la DREAL.</p> <p><b>Le 05/11/2024, l'inspection a cependant remarqué la présence de nombreuses différences entre ce qui est décrit dans l'étude de dangers et ce qui est effectivement présent sur le site :</b> outre la remarque concernant les dispositifs de sécurité sur les équipements de manutention, déjà présentée fiche n° 8 de ce rapport et la remarque concernant l'organisation du stockage dans le silo plat, présenté dans la fiche n° 11 de ce rapport, l'inspection a observé que les cellules palplanches ne semblaient pas être toutes indépendantes (en soulevant certaines trappes positionnées au niveau de la galerie supérieure, l'inspection a observé qu'elle semblait communiquer avec au moins 3 cellules). Ce point modifierait de façon significative les phénomènes dangereux susceptibles d'apparaître sur l'établissement (explosion primaire, voire secondaire, des cellules).</p> <p><b>De plus, dans le cadre de l'instruction de l'étude de dangers existante, l'inspection a également remarqué des imprécisions sur les points suivants :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les volumes des silos ne sont pas justifiés de façon claire et ne sont pas cohérents avec les volumes utilisés pour le classement sous la rubrique 2160 ;</li> <li>• la description technique de la structure des silos n'est pas complète ;</li> <li>• les zones d'effets des phénomènes dangereux susceptibles d'apparaître du fait des activités par COOPERL n'ont pas été calculés en prenant en compte le "guide de l'état de</li> </ul>

l'art sur les silos pour l'application de l'arrêté ministériel relatif aux risques présentés par les silos et les installations de stockage de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables, version 3", rédigé par l'INERIS en 2008;

- le risque d'explosion primaire d'une cellule de stockage de grain n'a pas été étudié alors qu'il est indiqué que des zones fortement poussiéreuses peuvent y apparaître lors de la manutention des grains (justifiant de ce fait un classement en zone Z22) ;
- le zonage ATEX est sans doute à clarifier (voir remarque concernant l'apparition de poussières dans les cellules de stockage) ;
- la surface des événements présents au niveau des cellules de stockage doit être chiffrée et comparée aux surfaces d'événements existants ;
- la résistance des surfaces (pression de rupture) ayant été modifiées ou utilisées pour réaliser du découplage doit être justifiée ;
- les risques éventuels provenant de l'entreprise voisine par effets dominos ne sont pas décrits ;
- les distances d'effets liées aux différents scénarios accidentels doivent être tracées sur un plan ;
- l'accidentologie interne du groupe doit être complétée par le départ de feu du 11/12/2023 ;
- le calcul d'eau devant être mis en rétention sur le site doit être complété (outre les 120 m<sup>3</sup> servant à l'extinction, l'exploitant doit tenir compte de la pluviométrie sur le site comme indiqué dans le document D9a)
- si la rétention des eaux d'extinction doit se faire dans le réseau d'eaux pluviales, le volume disponible doit être calculé précisément et l'état de ce réseau doit être vérifié.

**Par ailleurs, l'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que l'étude de dangers ne peut être considérée comme acceptable que si le vieillissement des installations est maîtrisé.**

Or, dans le cadre de la vente de l'établissement en 2022, une visite d'inspection structurelle a été réalisée en juillet 2021 par la société Cérès solution. Ce document indique la nécessité de réaliser des travaux sur les infrastructures en place, à court, moyen et long terme, et demande à ce que certains travaux de modification des cellules soient justifiés par des notes de calcul. Par ailleurs, ce rapport précise qu'aucune inspection interne aux silos (contrôle des tirants palplanches...) n'a pu être réalisé en raison de la présence de matières dans les silos.

Par courrier du 28/12/2021, l'ancien exploitant indique que les opérations d'entretien détaillées dans ce rapport seront réalisées par le futur propriétaire.

Lors du contrôle mené le 05/11/2024, la COOPERL a indiqué avoir repris chacun des points signalés par le rapport de Cérès solution en faisant intervenir des professionnels habitués à intervenir sur les silos (sociétés UKALOVIC et RV Huet).

Des travaux de sablage ont notamment été réalisés afin de visualiser plus précisément l'état des matériaux ayant été identifiés comme « douteux », en particulier le bas des 4 silos de 1500 t et les 23 cellules palplanches.

Chacune des surfaces ont ensuite été repeintes afin de limiter les phénomènes de corrosion.

Cependant, le diagnostic de ces professionnels concernant l'état des installations en place n'a pas donné lieu à un compte-rendu écrit ou à une note de calcul.

En termes de modification de structure, lors de la visite réalisée le 05/11/2024, l'inspection a notamment constaté :



- la présence de tôles rapportées au niveau des viroles du bas des cellules de 1500 tonnes,
- l'ajout de bouchons boulonnés au niveau des trappes latérales présentes initialement en bas des cellules palplanches ,
- l'ajout de plaques métalliques dans le bas des cellules palplanches, au niveau du positionnement des anciens dispositifs d'aération.

**Au vu de ces éléments, l'inspection constate que l'étude de dangers existante nécessite de nombreuses améliorations.**

**En séance, l'exploitant a indiqué qu'un projet de modernisation des installations du site de Grâces devait être réalisé à courte échéance ;**

Tel qu'envisagé au moment de l'inspection, ce projet se compose de 3 phases successives, programmées entre 2026 et 2028.

La première partie du projet permettra :

- de créer un nouveau poste de réception des matières premières et 2 nouvelles fosses de réception,
- de remplacer 6 cellules de 128 m<sup>3</sup> par 12 cellules de 70 m<sup>3</sup> (soit une augmentation d'environ 9% de ce volume de stockage) ;
- de mettre en place un dispositif de nettoyage-séparation en amont du stockage ;
- d'améliorer les aspirations de poussières et les circuits de manutention des produits ;

Dans la seconde partie du projet, le silo plat existant et les 4 cellules de 1500 t seront démolis pour permettre la construction de 4 nouveaux silos de 2000 m<sup>3</sup> ;

La troisième partie du projet sera réalisée en fonction du développement du groupe COOPERL. A ce stade, l'exploitant envisage notamment de construire 8 autres cellules de 2000 m<sup>3</sup>. Au total, le volume de stockage dans les différents silos verticaux sera de l'ordre de 34490 m<sup>3</sup>.

**Au vu des éléments présentés par COOPERL, l'inspection constate que l'exploitant dispose bien d'une étude de dangers tel que préconisé par la prescription contrôlée.**

Par ailleurs, l'inspection observe que le projet envisagé par COOPERL aura pour conséquence, d'une part, d'augmenter le volume global de stockage d'environ 11 % par rapport à l'existant et, d'autre part, de déplacer les zones de dangers.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Compte tenu des constats présentés ci-dessus, l'inspection considère qu'il n'est pas nécessaire de modifier une nouvelle fois l'étude de dangers existante dont la qualité n'est pas satisfaisante et préconise à l'exploitant d'entamer dès à présent la procédure nécessaire à l'instruction du dossier devant accompagner la modification de ce site déjà soumis à autorisation sous la rubrique ICPE n° 2160-2 (silos verticaux).

L'exploitant veillera à ce que le dossier contienne notamment les éléments précisés dans la fiche

<p>n° 10 de ce rapport et présente les risques associés à chacune des étapes de réalisation du projet. L'inspection demande également à l'exploitant de tracer l'ensemble des modifications ayant été apportées aux installations originelles en se positionnant sur les faiblesses qu'elles sont susceptibles d'avoir créées.</p> <p>En particulier, l'inspection attend qu'une inspection structurelle soit réalisée à l'intérieur de ces silos et que l'exploitant présente une note de calcul relative attestant que les réparations ayant été menées sur les silos palplanches devant rester en place n'ont pas impacté l'intégrité de leur structure.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 11 : Protection des locaux administratifs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection des locaux administratifs
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout local administratif doit être éloigné des capacités de stockage et des tours de manutention. Cette distance est d'au moins 10 m pour les silos plats et 25 m pour silos verticaux. On entend par local administratif, un local où travaille du personnel ne participant pas à la conduite directe de l'installation (secrétaire, commerciaux...).</p> <p>Les locaux utilisés spécifiquement par le personnel de conduite de l'installation (vestiaires, sanitaires, salles des commandes, poste de conduite, d'agréage et de pesage...) ne sont pas concernés par le respect des distances minimales fixées au 1er alinéa du présent article.</p> <p>Pour les silos existants et dans le cas où les locaux administratifs ne peuvent être éloignés des capacités de stockage et des tours de manutention pour des raisons de configuration géographique, l'étude de dangers définit de plus les mesures de sécurité complémentaires éventuelles à mettre en œuvre.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le 05/11/2024, l'inspection a constaté qu'un tas de blé était présent dans le silo plat juste derrière le mur de séparation entre la zone de stockage et les bureaux.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'habituellement, seul le personnel dédié à la conduite des installations de stockage était présent dans ces bureaux.</p> <p>Toutefois, l'inspection remarque que l'étude de dangers de 2019 indique qu'il existe une zone vide dans le silo plat permettant de maintenir une distance de 10 m entre les stockages de grains dans le silo plat et les locaux administratifs.</p> <p><b>L'inspection constate que l'exploitant est conforme à la prescription contrôlée mais que l'étude de dangers n'est pas représentative de la réalité.</b></p>

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 12 : Etude de dangers - rétention des eaux incendie**

Référence réglementaire : Autre du 05/05/2019, article 8.2
--

Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux incendie
---

**Prescription contrôlée :**

L'étude de dangers transmise par l'exploitant en mai 2019 indique, au paragraphe 8.2 " Besoin en eaux", que " Le besoin en rétention est donc au minimum de 120 m3 pour les grains. La rétention est obtenue grâce à un réseau de canalisations enterrées de volume supérieur à 120m3."

**Constats :**

Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a fourni un plan rédigé dans le cadre du projet de modernisation du site.

Ce plan identifie un volume de 793 m<sup>3</sup> dans les sous-sols des zones d'implantation des silos palplanches qui pourrait servir pour la rétention des eaux incendies ;

Par ailleurs, l'étude de dangers de 2019 indique que les eaux d'extinction d'un sinistre seraient stockées dans le réseau d'eaux pluviales du site.

Le 05/11/2024, l'inspection a visualisé l'emplacement du point de rejet des eaux pluviales qui se situe dans un ravin situé en contrebas de l'établissement industriel ;

L'exploitant a indiqué vouloir installer une vanne de confinement dans le dernier regard de ce réseau, situé en limite de clôture (projet déjà indiqué sur le plan "pompiers" ayant été fourni post inspection) ;

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Compte tenu des constats présentés ci-dessus, l'inspection demande à l'exploitant de l'informer de l'avancée des travaux de mise en place d'une vanne avant le point de rejet du réseau des eaux pluviales dans le milieu naturel.

L'inspection rappelle également à l'exploitant que, dans le dossier accompagnant la modernisation des installations, il devra démontrer sa capacité à récupérer les eaux d'extinction, quel que soit l'endroit où le sinistre se déroule. En particulier, s'il envisage d'utiliser le réseau d'eaux pluviales, il devra vérifier que son état et son volume permettent bien de confiner la totalité des effluents susceptibles d'être pollués.

Type de suites proposées : Avec suites
--

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
---

Proposition de délais : 6 mois
--------------------------------

**N° 13 : Poussières**

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
--

Thème(s) : Risques accidentels, Poussières
--

**Prescription contrôlée :**

Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.

La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.

**Constats :**

Lors de l'inspection réalisée le 12/12/2023, l'inspection avait constaté la présence de poussières en quantité relativement conséquente dans les différents locaux de l'usine. L'exploitant avait alors déclaré que le nettoyage quotidien se faisait au balai et qu'un nettoyage poussé de l'usine était organisé 1 fois/an.

L'inspection avait alors rappelé que, réglementairement, l'usage du balai devait être exceptionnel.

En réponse à la remarque de l'inspection, l'exploitant a installé en août 2024 un dispositif d'aspiration centralisée qui permet de brancher un aspirateur ATEX et de limiter la remise en suspension des poussières.

Le 05/11/2024, l'inspection a effectivement constaté la présence de cette installation d'aspiration centralisée.

**Type de suites proposées :** Sans suite